



“Le PJD ne renoncera nullement à ses convictions et à ses positions. Tout comme il a assumé ses responsabilités en s’abstenant tout dernièrement d’attiser les ressentiments de la rue, il endossera pleinement ses responsabilités aujourd’hui, quel qu’en soit le prix à payer dans la confrontation des forces hostiles à la réforme, lesquelles sont réfractaires au changement vers le meilleur”.

Le secrétariat général du PJD dans un communiqué diffusé mercredi.

Des associations féminines pour la concrétisation du principe de parité

GENRE. Le mouvement pour la démocratie paritaire, un collectif regroupant des associations féminines, a appelé, mercredi à Casablanca, à la concrétisation du principe de parité dans les projets de lois organiques actuellement en discussion au Maroc.

Lors d'un point de presse, les responsables du mouvement ont exprimé “leur attachement à la traduction des dispositions de la Constitution” dans les projets de lois organiques relatives à la Chambre des représentants et aux partis politiques, en “faisant référence de manière claire à la parité” en tant qu’instrument et procédé.

Concernant le projet de loi organique relative à la Chambre des repré-



Le PM Abbas El Fassi rencontrant la Coordination nationale des femmes sur la représentativité politique des femmes, fin août dernier. / MAP

sentants, le mouvement demande un découpage électoral qui enrichit et renforce le scrutin de liste, la mise en place d'instruments à même de garantir un accès égal des hommes et des femmes aux institutions élues et l'adoption de dispositions juridiques

garantissant l'accès des femmes à la Chambre des représentants.

Il plaide également pour faire du nombre de sièges détenus par les femmes un critère pour recevoir les subventions réservées aux élections.

Pour ce qui est du projet de

loi organique sur les partis politiques, le mouvement appelle à l'élaboration d'un préambule, qui clarifie les références et les valeurs à la base de la nouvelle conception de l'autorité “qui soient conformes à la philosophie de la démocratie représentative.

Il préconise aussi de faire de la parité une condition incontournable dans l'acceptation des candidatures, de lier le financement public des partis à la mise en œuvre du principe de la parité et de prévoir des pénalités pour les formations qui ne recourent pas à ce principe dans leurs structures et programmes.

■ aufait (avec MAP)

Une convention d'entente entre le PJD et une association de MRE

POLITIQUE. L'association Cap Sud MRE/GFM et le Parti de la Justice et du Développement (PJD) ont signé, mercredi à Rabat, une convention d'entente visant à défendre les intérêts des Marocains résidant à l'étranger (MRE). En vertu de cet accord, le PJD s'engage à prendre en compte les propositions revendicatives des MRE lors de la préparation de son programme électoral.

De son côté, l'association CAP SUD MRE/GFM apportera son soutien aux initiatives entreprises par le PJD pour défendre les droits des MRE.

Le président de l'association Cap Sud, Salem Fkire a souligné que son association, qui a signé un accord similaire avec le PPS, entend réunir le maximum de partis politiques marocains autour de l'objectif d'assurer une meilleure représentativité des MRE, défendre leurs intérêts et garantir une “représentation représentative” des MRE par les



Le Secrétaire général du PJD, Abdellillah Benkirane. / DR

MRE. M. Benkirane a, pour sa part, affirmé la pleine adhésion de son parti aux droits des MRE, notant que le PJD a toujours défendu le vote et la représentation des MRE au Maroc.

Il a également rappelé que le PJD a été le seul parti ayant présenté un candidat résidant à l'étranger, Mme Nezha El Ouadi, à l'occasion des élections législatives précédentes.

L'Association CAP SUD MRE a vu le jour en mai 2010 à Agadir, avec l'ambition de servir de passerelle reliant les MRE à leur pays d'origine.

■ MAP

Le Maroc assure de tout son soutien les nouvelles autorités libyennes

DIPLOMATIE. Le Maroc a assuré à maintes reprises les nouvelles autorités libyennes de tout son soutien et de son entière disposition à leur apporter le concours nécessaire dans le confortement du processus de changement dans ce pays, a souligné mercredi le porte-parole du gouvernement, Khalid Naciri dont les propos ont été rapportés par l'agence MAP.

Lors d'un point de presse à l'issue du conseil de gouvernement, Naciri a affirmé que le Maroc, qui a suivi la transformation de la société et du système politique libyen, est prêt à apporter,

à la demande des nouvelles autorités de Tripoli, “tout le soutien dont il est capable”.

“Incontestablement, l'espace maghrébin, qui connaît un processus de dimension géopolitique, est en train de se transformer de fond en comble (après l'effondrement du régime du colonel Kadhafi). L'approche globale initiée par les nouveaux responsables libyens se caractérise par un haut esprit de responsabilité et par le sentiment qu'ils prennent



Le porte-parole du gouvernement, Khalid Naciri lors d'un point de presse tenu mercredi à Rabat. / MAP

la mesure de la situation nouvelle que traverse non seulement la Libye, mais tout l'espace maghrébin.”

Khalid Naciri.

Au sujet du Sahara, “il faut s'attendre à des changements majeurs”, estime le ministre, considérant qu'“avant même l'effondrement

du régime libyen, des signes avant-coureurs d'un début de transformation géostratégique dans la région apparaissaient, notamment, dans la manière dont l'opinion publique et la communauté internationale et les grandes puissances percevaient le rôle spécifique du Maroc”.

■ aufait

Naissance de l'Alliance des Indépendants

THINK TANK. Dans le sillage des derniers développements que connaît le paysage politique, un groupe de jeunes membres et sympathisants du parti du Rassemblement National Des Indépendants (RNI) ont créé l'Alliance Des Indépendants (ADI), qui se veut être un cercle de réflexion. Selon Reda Sabri, son porte-parole, l'ADI compte

s'inscrire dans la durée et exister au-delà des échéances politiques prochaines. “Lorsque le comité préparatoire a présenté le projet à Salaheddine Mezouar, nous avions insisté sur notre autonomie et liberté à pouvoir émettre les recommandations que nous jugeons pertinentes avec justement cette vision que nous, jeunes Maro-

cains, avons de la société dans laquelle nous vivons”. ADI est composée d'une centaine de membres et compte dans ses rangs des cadres supérieurs du privé mais aussi du secteur public, des avocats, des chefs d'entreprises, des financiers... “Notre ambition est de se soumettre des recommandations sur des sujets d'actualité. Notre



Reda Sabri, porte-parole de l'ADI. / DR

vision est de devenir une véritable force de proposition”, assure Reda Sabri.

■ aufait

EN BREF

FFD. Le bureau exécutif du parti du Front des forces démocratiques (FFD) a décidé de tenir la 10ème session de la commission nationale le 18 septembre à Rabat. Un communiqué du bureau exécutif du FFD, publié lundi à l'issue de sa réunion hebdomadaire, indique que cette session sera l'occasion de dresser le bilan de l'action politique engagée après la 9ème session de la commission nationale du parti et d'aborder les préparatifs pour les prochaines échéances politiques.

PPS. Le Parti du progrès et du socialisme (PPS) a réitéré son engagement politique et moral envers la majorité parlementaire actuelle, exprimant son étonnement de la position ambiguë de deux composantes de la majorité (RNI, MP, ndlr) qui se comportent, tantôt comme membre de la majorité, tantôt comme un allié d'une coalition de quatre partis. Dans un communiqué, le PPS s'est dit étonné de la position de deux composantes de la majorité qui, en connivence avec deux autres partis de l'opposition, avaient présenté des amendements conjoints à des projets du gouvernement.

GOVERNEMENT. La majorité gouvernementale est “toujours opérationnelle”, a affirmé mercredi le porte-parole du gouvernement, Khalid Naciri. En réponse à une question sur la présentation par deux partis politiques de la majorité en accord avec deux autres de l'opposition d'amendements à des projets du gouvernement, le ministre a affirmé que la majorité gouvernementale “est opérationnelle et toutes ses composantes, au premier chef les cinq partis qui la composent, s'entendent toujours à la charte éthique et aux engagements du gouvernement”.

CHABIBA ICHTRAKIA. Le bureau national de la Chabiba Ichtrakia organise du 8 au 12 septembre à Rabat, l'université d'été au profit de 500 jeunes sous le thème “Les jeunes, force de changement”. Les travaux de cette session, qui sera lancée par le secrétaire général du Parti du progrès et du socialisme (PPS), Mohamed Nabil Benabdallah, seront axés sur le thème “La participation des jeunes à la vie politique, un défi majeur pour relever le challenge de la démocratie”, rapporte le quotidien *Bayane Al Yaoum*.